

BYRON GROUP

Adhérent N° 212533

Fiche d'entreprise

MARS 2017

Visite réalisée le **21/03/2017**, en présence de Mesdames de GUERNON
et DAUGUET

Fiche d'entreprise créée d'après les éléments fournis et observés.

Ariane BRUOT

Assistante en prévention (ASST)



**Article D4624-37 du Décret n° 2012-137 du 30 janvier 2012
relatif à l'organisation et au fonctionnement des services de
santé au travail:**

Pour chaque entreprise ou établissement, le médecin du travail ou, dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figurent, notamment, les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés.

SOMMAIRE

I.	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL	Pages 4 à 5
II.	CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL	Pages 5 à 7
	2.1 Temps de travail	
	2.2 Installations générales	
	2.3 Indicateurs de résultats	
III.	APPRECIATION DES RISQUES	Pages 7 à 10
	3.1 Risques physiques	
	3.2 Risques chimiques	
	3.3 Risques infectieux ou parasitaires	
	3.4 Risques et contraintes liés à des situations de travail	
	3.5 Risques liés à l'organisation et au relationnel dans le travail	
	3.6 Risques d'accidents prépondérants qui peuvent générer un A.T	
IV.	ACTIONS TENDANT A LA REDUCTION DES RISQUES	Pages 10 à 12
	4.1 Résultats des mesurages et prélèvements disponibles	
	4.2 Mesures de prévention technologique	
	4.3 Actions spécifiques conduites par le médecin du travail	
	4.4 Actions menées dans le cadre d'une convention conclue dans le cadre de l'article 13	
	4.5 Mesures particulières prises dans le cadre d'un contrat de prévention passe en application d'une convention d'objectifs (article L.422.5 du code de la Sécurité Sociale)	
	4.6 Mesures concernant la formation à la sécurité : moyens, modalités	
V.	ANNEXES	Page 13
	Annexe 1 : Document salarié désigné compétent	
	Annexe 2 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Document Unique d'Evaluation des Risques et modèle de grille d'évaluation »	
	Annexe 3 : Nouveau décret sur les ondes électromagnétiques	

Annexe 4 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Procédure en cas d'exposition au sang ou autre liquide biologique »

Annexe 5 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Comment aménager son espace de travail sur écran »

Annexe 6 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Eviter les chutes de plain-pied »

Annexe 7 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Les risques routiers »

Annexe 8 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Travail et agressions : Etat des lieux et prévention des risques

Annexe 9 : Document Association Horizon Santé Travail « Ateliers d'information 2017 »

Annexe 10 : Trousse à pharmacie conseillée par le Docteur GUILLOT

VI. CODE DU TRAVAIL

Page 14

SANTE AU TRAVAIL

FICHE D'ENTREPRISE

(Établie en application de l'article D. 4624-37 du code du Travail)

ou

RAPPORT DE VISITE – REPERAGE DES RISQUES PROFESSIONNELS

NOM DE LA SOCIETE : BYRON GROUP

N° ADHESION 212533

DATE D'ADHESION : JANVIER 2015

Médecin du Travail : Docteur Marie GUILLOT

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE GENERAL

1.1. DATE D'ETABLISSEMENT OU DE MISE A JOUR DE LA FICHE D'ENTREPRISE

	Etablissement de la fiche	Mise à jour	Mise à jour
Date	21/03/2017		
Intervenant	Ariane BRUOT		

1.2. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE OU DE L'ETABLISSEMENT

Correspondant(s) : Madame Eva MAUDRY

Adresse : 127, avenue Charles de Gaulle – 92200 NEUILLY SUR SEINE

Téléphone : 01 46 37 99 85

Mail : dequernon@byrongroup.com

Nature de l'activité / Code APE(NAF) : Prestataire de service - 9202 A

Convention collective : SYNTEC

D.U.P. ☒ Oui ☐ Non

C.H.S.C.T. ☒ Oui ☐ Non

D.P. ☒ Oui ☐ Non

Salarié désigné compétent (Article L/R 4644-1) ☒ Oui ☐ Non

Madame Eva MAUDRY

maudry@byrongroup.com

Autres renseignements

1.3. EFFECTIFS SALARIES CONCERNES PAR LA FICHE A CE JOUR

Métiers/Services *		Effectifs	Dont :	Horaires	RQTH	SIR
		CDI	Travail posté en équipe fixe			
CONSULTANTS	FEMMES	34		9H00 – 18H00		
	HOMMES	51		9H00 – 18H00		
Effectif Global		85				

(*) Regroupement des postes par type d'exposition (exposition aux mêmes risques). Le découpage peut être géographique (ex: bureaux, accueil, zone de déchargement, ateliers, laboratoire, zone de stockage, cuisine, plonge) ou par activités (ex: postes administratifs, commerciaux, hôtesse de caisses, cuisiniers, plongeurs, livreurs, mécaniciens etc).

L'ensemble du personnel salarié est représenté dans ce récapitulatif.

¹Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

Suiwi Individuel Renforcé : Indiquer l'existence éventuelle d'une obligation réglementaire de Surveillance Individuelle Renforcée (SIR). **Article R4624-23** : Exposition amiante, Rayonnements ionisants, Plomb (R.4412-60), Hyperbare, Agents Biologiques groupes 3/4, Agents Cancérogènes, Mutagènes ou Toxique pour la reproduction de catégories 1A – 1B et 2. Risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et démontage d'échafaudages, Conducteur d'engin (CACES), Travaux sous tension, Mineur avec travaux réglementés.

1.4. FICHES DE DESCRIPTIF DE POSTE comprenant les tâches et les risques

☐ Oui ☒ Non

⇒ A transmettre au Médecin du Travail avec les risques liés au poste de travail

1.5. D.U.E.R.P. (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels)

Obligation réglementaire – Décret n° 2001 - 1016 du 5 novembre 2001

☒ Oui ☐ Non

⇒ A transmettre au Médecin du Travail avec les risques liés au poste de travail

2. CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL

2.1 TEMPS DE TRAVAIL

Horaires de travail (à préciser)

		Effectif concerné	Durée de travail pratiquée dans l'entreprise
Travail de nuit	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
Travail posté	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
Travail le dimanche et jours fériés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		
Travail en alternance	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

2.2 INSTALLATIONS GENERALES (description sommaire et évaluation de l'état d'entretien)

2.2.1. Caractéristiques des locaux de travail

BYRON GROUP se situe au 9^{ème} étage d'un complexe immobilier à Neuilly sur Seine. Les locaux sont répartis en :

- Un open space pour 4 commerciaux.
- Un bureau pour les 2 administratifs.
- 4 bureaux individuels dédiés aux ressources humaines, à la direction et au service communication.
- 2 petits box d'entretien.
- D'un local technique.

- D'une grande salle de repas équipée
- De 2 sanitaires dont 1 accessible aux personnes handicapées.

Dans le couloir, on y trouve une grande imprimante/scanner pour l'ensemble du personnel et dans le bureau administratif, une imprimante/scanner y est installée.

Les bureaux bénéficient d'une bonne luminosité du fait des grandes baies vitrées donnant côté rue et d'un éclairage artificiel par néons.

Les sols des bureaux sont recouverts de moquette.

Chaque collaborateur a un espace de travail équipé d'ordinateur portable et d'un siège très confortable.

2.2.2. Existence d'équipements sociaux

Restauration interne		Remarques
Espace aménagé (si < 25 pers)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Espace dédié au repas avec micro-onde, lave-vaisselle, bouilloire, vaisselle ...
Local de restauration (si > 25 pers)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Salle de repas équipée de table et tabourets
Réfectoire/restaurant d'entreprise	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Restauration externe		Remarques
Restaurant interentreprises	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Des tickets restaurant sont proposés aux collaborateurs
Distributeur nourriture/boisson	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Fontaine d'eau	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Salle de repos	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Hygiène générale (description et évaluation sommaires)		Remarques
Toilettes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Hommes , Femmes et Personne handicapées
Lavabos	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Dans chaque sanitaire on y trouve un lavabo
Douches	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Entretien des locaux		Remarques
Salarié de l'entreprise	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Activité sous traitée	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	L'entretien est fait régulière par une société extérieure
Stockage des produits	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Les produits sont rangés dans un local fermé
Gestion des déchets	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Chauffage		Remarque	Dispositif d'aération		Remarque
Central	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Avec réglage individuel	Naturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Portes
Electrique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		Climatisation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Climatisation réversible	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		VMC	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Aérotherme	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		Autres	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

Voir en annexe 1 : Tableau des incompatibilités entre produits chimiques

REGISTRE DE SECURITE (Obligation liée à l'article L620-6 du Code du Travail) ☐ Oui ☒ Non ⇒ A mettre en place
Contrôle et maintenance effectuée par des prestataires extérieurs

- Electricité : Vérification régulière par le fournisseur
- Extincteurs – sécurité incendie : vérification annuelle
- Aération/Assainissement :
- Chauffage/Chaudière :
- Autres

Voir en annexe 2 : Registre de sécurité

2.3 INDICATEURS DE RESULTATS (données connues au cours des 12 derniers mois)

Accident de travail avec arrêt	Nombre	Maladie professionnelle	Nombre	Maladie à caractère professionnel	Nombre
Accidents sans arrêt	1	Nombre de déclarations		Nombre de déclarations	
Incapacités Professionnelles Permanentes liées à un AT		- sur avis du médecin du travail		Faites par le médecin du travail	
Enquêtes sur les AT		- sur avis d'un autre médecin		Faites par d'autres docteurs en médecine	
Taux de Fréquence		Nombre de maladies professionnelles reconnues		Nature des maladies déclarées	
Taux de Gravité		Natures des maladies et tableaux concernés			
		Incapacités Professionnelles Permanentes liées à une MP			
Autres pathologies remarquées					

Article R.4624-33

L'employeur doit avertir le Médecin du Travail pour tout arrêt pour accident du travail inférieur ou supérieur à 30 jours.

3. APPRECIATION DES RISQUES : EFFECTIFS POTENTIELLEMENT EXPOSES

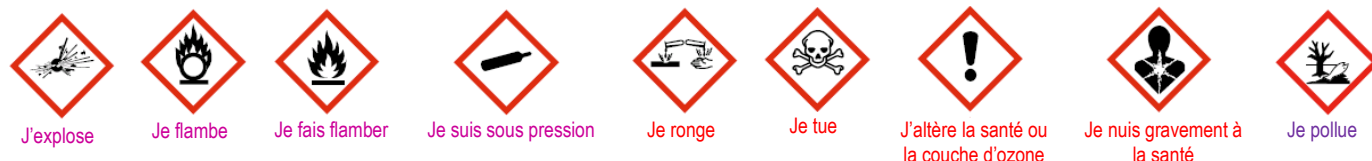
3.1 RISQUES PHYSIQUES

	Effectifs potentiellement exposés		
	CDI/CDD	TT	SIR*
3.1.1. Facteurs d'ambiance			
Thermique (basse/haute température) : Les salariés utilisent les transports en commun	85		
Sonore (intérieur/extérieur) (R4431-1 et R4431-2) : Utilisation du téléphone pour les 4 commerciaux en open space.	4		
Lumineuse (naturelle/artificielle) : Baies vitrées et néons	85		
3.1.2. Rayonnements			
Ultraviolet	0		
Laser	0		
Infrarouge	0		
Ionisants (R4451-1 et R4452-1)	0		
3.1.3. Ondes électromagnétiques (R4453-1)			
Bornes Wifi ; Téléphone portable ; Serveurs ; Antennes relais...	85		
3.1.4. Poussières-Fumées-Aérosols-Vapeurs-Nanoparticules en suspension dans l'air	85		
3.1.5. Vibrations (R4442-1/4444-5)	0		
3.1.6. Autres			
Hyperbares (R4461-1)	0		
Travaux en salle blanche	0		

*Suivi Individuel Renforcé

3.2 RISQUES CHIMIQUES

PICTOGRAMMES RISQUE CHIMIQUE en vigueur depuis le 1^{er} juin 2015



Produits observés dans l'entreprise

	Effectifs potentiellement exposés		
	CDI/CDD	TT	SIR*
3.2.1. Risques d'effets des Agents Cancérogènes, Mutagènes ou Toxiques pour la reproduction de catégorie 1A – 1B et 2 ¹	0		
3.2.2. Risques d'effets des Agents Chimiques Dangereux Catégorie 1A ou 1B ²	♦	♦	
Sensibilisants respiratoires H334 : nettoyant vitres (cf Fiche de données de sécurité)	♦	♦	
Sensibilisants cutanés H317 : liquide vaisselle et gel main (cf Fiche de données de sécurité)	85	♦	
3.2.3. Risques d'effets des Agents Chimiques Dangereux Catégorie 1 ou 2 ²	0		
3.2.4 Risques d'effets des Agents Chimiques Dangereux ²			
Toxicité aiguë pour la santé	♦	♦	
Corrosifs : nettoyant multi-usages, liquide vaisselle, détartrant, crème à récurer (cf Fiche de données de sécurité)	♦	♦	
Peut présenter un risque pour la santé : nettoyant multi-usages, liquide vaisselle, crème à récurer (cf Fiche de données de sécurité)	85		
3.2.5. Autres ²	85	♦	
Inflammable : nettoyant vitres (cf Fiche de données de sécurité)			
Polluant : nettoyant multi-usages, crème à récurer (cf Fiche de données de sécurité)			

*Suivi Individuel Renforcé

¹ Répondant au Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (C.M.R.).

² Répondant au Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique (A.C.D.).

♦ L'employeur doit régulièrement procéder à une évaluation des risques, notamment l'exposition aux agents **C.M.R.** (Cancérogènes, Mutagènes, toxiques pour la Reproduction) et **A.C.D.** (Agents Chimiques Dangereux) et faire figurer le résultat sur le **D.U.E.R.P.**

♦ Demander auprès des fournisseurs les **Fiches de Données de Sécurité (FDS)** en langue Française, dernière révision selon le règlement C.L.P. en vigueur, antérieure à 3 ans à compter de l'année en cours. Transmettre **la liste des produits utilisés** et les **FDS** ainsi que **la liste des personnes potentiellement exposées** afin que le Médecin du Travail puisse déterminer les actions de prévention et de ***Suivi Individuel Renforcé (SIR)**.

Etablir un inventaire complet puis mettre en œuvre une évaluation du risque chimique des produits chimiques utilisés dans votre établissement y compris les produits de nettoyage.

Prendre connaissance sur les emballages, des pictogrammes de danger, puis appliquer les principes de précaution et les moyens de prévention à mettre en œuvre.

Mettre à la disposition du personnel les **FDS** des produits. Depuis le 1er avril 1988, la fourniture des **FDS** à tout chef d'établissement a été rendue obligatoire par le Ministère du Travail pour toute mise sur le marché de produits chimiques dangereux (substance ou préparation) à usage professionnel.

Pour les agents C.M.R. et A.C.D. une analyse des risques approfondie doit être mise en œuvre afin de :

- 1) Repérer les produits et répertorier leurs dangers
- 2) Analyser leur mise en œuvre pour évaluer les conditions d'exposition
- 3) Hiérarchiser les risques par priorités d'action
- 4) Elaborer un plan d'action

3.3 RISQUES INFECTIEUX OU PARASITAIRES (4421-1, R4421-4, R4423-1)

	Effectifs potentiellement exposés		
	CDI/CDD	TT	SIR*
Contact/Accueil public : épidémie virale (type grippe, gastroentérite...) liée aux déplacements en entreprises	85		
Secteur médical	0		
Manipulation des denrées alimentaires	0		
Autres (abattoirs, égouts...)	0		

*Suivi Individuel Renforcé

Nature des risques par références aux tableaux des maladies professionnelles.

Le groupe 1 comprend les agents biologiques non susceptibles de provoquer une maladie chez l'Homme.

Le groupe 2 comprend les agents biologiques pouvant provoquer une maladie chez l'Homme et constituer un danger pour les travailleurs ; leur propagation dans la collectivité est peu probable ; il existe généralement une prophylaxie ou un traitement efficace.

Le groupe 3 (SIR*) comprend les agents biologiques pouvant provoquer une maladie grave chez l'Homme et constituer un danger sérieux pour les travailleurs ; leur propagation dans la collectivité est possible, mais il existe généralement une prophylaxie ou un traitement efficace.

Le groupe 4 (SIR*) comprend les agents biologiques qui provoquent des maladies graves chez l'Homme et constituent un danger sérieux pour les travailleurs ; le risque de leur propagation dans la collectivité est élevé ; il n'existe généralement ni prophylaxie ni traitement efficace.

3.4 RISQUES ET CONTRAINTES LIES A DES SITUATIONS DE TRAVAIL

	Effectifs potentiellement exposés		
	CDI/CDD	TT	SIR*
3.4.1. Postures			
Contraignantes, gestes répétitifs... : Posture assise contraignante et prolongée du fait du travail sur ordinateur.	85		
3.4.2. Manutention manuelle (R4541-2) : Non concerné	0		
3.4.3. Travail sur écran : - Risque de fatigue visuelle due au travail sur écran - Siège avec roulettes et accoudoirs pour l'ensemble du personnel Afin de réduire les risques engendrés par le travail sur écran, il est nécessaire d'adapter le poste de travail.	85		
3.4.4. Autres			
Multiplicité des lieux de travail : longue mission chez des clients	85		
Déplacements : les consultants sont amenés à aller chez des clients	85		
Travailleur isolé ²	0		

*Suivi Individuel Renforcé

²Le travail est considéré comme isolé lorsque le salarié est hors de vue ou de portée de voix d'autres personnes et sans possibilité de recours extérieur et que le travail présente un caractère dangereux. Si le travail isolé n'est pas un risque en soi, la notion de risque étant prise comme l'exposition à un phénomène dangereux ou un danger, il peut augmenter la probabilité de survenance de l'accident ainsi que la gravité du dommage. Lors de l'évaluation des risques, repérer les situations de travail où des personnes sont isolées. Analyser les conséquences des risques pour le salarié isolé, mais également celles possibles pour d'autres personnes situées à distance.

3.5 RPS*

Effectifs potentiellement exposés

	CDI/CDD	TT
*Risques psychosociaux liés à l'organisation et au relationnel dans le travail Les risques sont présents du fait des exigences des clients et des agressions liées à l'utilisation des transports en commun.	85	

*

Voir en annexe 3 : Fascicule HST : « La Souffrance au travail- Définitions »

L'équipe pluridisciplinaire de HST (médecins du travail, secrétaires, ergonomes, conseillères en prévention, infirmières, psychologues, maintien dans l'emploi,) est à la disposition de votre entreprise pour tout conseil relevant de la santé et de la sécurité : évaluation des risques, mesures d'ambiance physique, aménagement de postes de travail, conseil en ergonomie des postes de travail et en organisation.

3.6 RISQUES D'ACCIDENTS PREPONDERANTS QUI PEUVENT GENERER UN AT

Effectifs potentiellement exposés

	CDI/CDD	TT	SIR*
3.6.1. Chutes			
Plain-pied : le sol est en bon état et bien dégagé	0		
3.6.2. Machines/Outils dangereux : les collaborateurs n'utilisent pas de machines ou outils dangereux	0		
3.6.3. Engins mobiles et appareils de levage : Non concerné	0		
Electriques : Présence de câbles électriques, informatiques et téléphoniques	85		
3.6.4. Explosion ou incendie (R4216 et R4227)	85		
3.6.5. Autres			
Risques routiers : Dans les transports en commun	85		
Risques liés à la circulation interne	0		
Risques liés à la co-activité (interne, externe)	0		
Risques d'agression : Dans les transports en commun	85		
Risques de coupures : Dus à la manipulation d'outils manuels de bureaux	85		
Risques de brûlures : risques liés à l'utilisation du micro-onde, de la bouilloire et de la cafetière			
Autres			

*Suivi Individuel Renforcé

Voir en annexe 4 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Comment aménager son espace de travail sur écran »

Voir en annexe 5 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Les risques routiers »

Voir en annexe 6 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Travail et agressions : Etat des lieux et prévention des risques

Voir en annexe 7 : Document Association Horizon Santé Travail « Ateliers d'information 2017 »

4. ACTIONS TENDANT À LA REDUCTION DES RISQUES

4.1. RESULTATS DES MESURAGES ET PRELEVEMENTS DISPONIBLES : NON

4.2. MESURES DE PREVENTION TECHNOLOGIQUE : NON

4.2.1. Nature et efficacité de la protection individuelle et collective

» MESURES DE PREVENTION EXISTANTES ET PISTES D'AMELIORATION :

- **Ambiance thermique** : Présence de chauffage et climatisation dans les bureaux

- **Ambiance sonore** : Petit open space de 4 personnes. Aucune gêne n'est ressentie par les collaborateurs.
- **Ambiance lumineuse** : Les bureaux bénéficient d'une luminosité directe du fait des baies vitrées. Veiller à baisser les stores au cas d'éblouissement.
- **Ondes électromagnétiques** : Voir en annexe 8 : Nouveau décret sur les ondes électromagnétiques
- **Postures : Position assise prolongée** : Voir en annexe 9 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Gymnastique sur Chaise »

- • **Travail sur écran** : L'écran doit être disposé, si possible perpendiculairement aux fenêtres. Il faut adopter une bonne posture en se plaçant en face de son écran. Le regard doit être au même niveau que le haut de l'écran. Le cou ne doit pas être fléchi, ni vers l'avant, ni vers l'arrière mais bien droit dans le prolongement de la colonne vertébrale. Les bras et avant-bras doivent former un angle de 90°, mains et poignets dans le prolongement direct des avant-bras. S'asseoir bien au fond du siège, le dos droit ou légèrement en arrière, soutenu par le dossier. L'angle entre les cuisses et jambes doit être supérieur à 90°. Dans la limite du possible, des pauses régulières environ toutes les deux heures, en portant le regard au loin pour relâcher la convergence sont fortement conseillées.

Un support ordinateur portable est conseillé afin d'éviter les flexions de la tête.

- **Risques Psycho-Sociaux** :

Par l'intermédiaire du Médecin du travail :

- Possibilité de solliciter un entretien avec un Psychologue du travail de l'Association Horizon Santé Travail
- Possibilité en cas d'événements traumatiques en entreprise, de mettre en place une Cellule Psychologique

- **Electriques** : Utilisation de micro-onde, lave-vaisselle, bouilloire et machine à café.

Bien veiller du bon état d'entretien et à la maintenance des installations et appareils d'utilisation.

- **Explosion ou incendie** : **Existants** : Présence et indication des extincteurs en nombre suffisant, dans les locaux.

4.2.2. Diffusion de consignes de sécurité et mesures prises en cas d'urgence

		Conduite à tenir
Affichage Plan d'évacuation (plan bâtiment) Chaque entrée, niveau (près des ascenseurs/escaliers, tous les 25 m, local) Comprenant Téléphone et moyens d'alarme Plan d'évacuation du personnel – points de rassemblement Nom des guides et serre-files	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Signalétique des itinéraires et sorties de secours	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Extincteurs et panneaux de signalisation Fixes ou mobiles, RIA, bac à sable...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Affichage de manière apparente des numéros d'urgence (atelier, chantier, niveau...) Centre appel urgence : 15/112 (portable) Pompier : 18 Police/Gendarmerie : 17 Hôpital le plus proche	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Voir en annexe 10 le tableau « Affichage Obligatoire »
Consignes sécurité protection SI RISQUE AGRESSION	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Voir en annexe 11 document « Prévention Agression »
Affichage des consignes de sécurité – conduite à tenir en cas d'accident pour effectuer des soins d'urgence et premiers secours en fonction des risques (fiche de poste, F.D.S., E.P.I., mode opératoire...) <ul style="list-style-type: none"> • Consignes générales de sécurité (ne pas fumer, boire, manger...) • Localisation des zones dangereuses • Consignes d'utilisation des machines dangereuses • Consignes d'utilisation des produits dangereux 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	A Diffuser à l'ensemble du personnel
Affichage réglementaire <ul style="list-style-type: none"> • Règlement Intérieur. (>20) et tout autre obligatoire • Inspection du travail • Santé au travail • Localisation DUER • Localisation CONVENTION COLLECTIVE 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Voir en annexe 12 : document « Affichage Obligatoire des informations dans l'entreprise »

• Si C.H.S.C.T. : nom des membres et téléphones		
Existence d'une trousse de secours/pharmacie et sa localisation Vérifier si liste en adéquation avec le contenu	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Voir en annexe 13 : Trousse à pharmacie conseillée par le Dr GUILLOT
Affichage INFIRMERIE : localisation - téléphone – nom des infirmiers	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Non concerné
Affichage SST : nom et téléphone (atelier, chantier, niveau)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Dispositif d'alerte pour les salariés isolés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Défibrillateur (pas d'obligation)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Alarme incendie ; Détecteur de fumée ; Sprinkler...	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	
Formation des nouveaux : embauchés, intérimaires	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Prestataires extérieurs : intérimaires, plan de prévention	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	

4.3. ACTIONS SPECIFIQUES CONDUITES PAR LE MEDECIN DU TRAVAIL

4.4. MESURES CONCERNANT LA FORMATION A LA SECURITE ☐ Oui ☒ Non

Formations Conseillées :

- Sensibilisation sur le stress au travail
- Gestion des comportements inadaptés des clients

4.5. MESURES CONCERNANT LES SOINS ET LES PREMIERS SECOURS ☐ Oui ☒ Non

Nombre de personnes formées :

Nature des formations : (SST ; CPS...)

Actualisation des formations : (Recyclage...)

Autres : (PC Sécurité, Infirmerie...)

ANNEXES

Voir en annexe 1 : Tableau des incompatibilités entre produits chimiques

Voir en annexe 2 : Registre de sécurité

Voir en annexe 3 : Fascicule HST : « La Souffrance au travail- Définitions »

Voir en annexe 4 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Comment aménager son espace de travail sur écran »

Voir en annexe 5 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Les risques routiers »

Voir en annexe 6 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Travail et agressions : Etat des lieux et prévention des risques

Voir en annexe 7 : Document Association Horizon Santé Travail « Ateliers d'information 2017 »

Voir en annexe 8 : Nouveau décret sur les ondes électromagnétiques

Voir en annexe 9 : Brochure Association Horizon Santé Travail « Gymnastique sur Chaise »

Voir en annexe 10 : Le tableau « Affichage Obligatoire »

Voir en annexe 11 : Document « Prévention Agression »

Voir en annexe 12 : Document « Affichage Obligatoire des informations dans l'entreprise »

Voir en annexe 13 : Trousse à pharmacie conseillée par le Dr GUILLOT

5. SITES A CONSULTER

www.horizonsantetravail.fr
www.inrs.fr
www.cramif.fr
www.cisme.org
www.bossons-fute.fr

www.oppbtp.com
www.cofrac.fr
www.travail-emploi.gouv.fr/mot/travailler-mieux-1051
www.diplomatie.gouv.fr
www.agefiph.fr
www.handipole.org

Art. D. 4624-37

Pour chaque entreprise ou établissement, le médecin du travail ou, dans les services de santé au travail interentreprises, l'équipe pluridisciplinaire établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figure, notamment, les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés.

Art. D. 4624-38

Pour les entreprises adhérentes à un service de santé au travail interentreprises, la fiche d'entreprise est établie dans l'année qui suit l'adhésion de l'entreprise ou de l'établissement à ce service.

Art. D. 4624-39

La fiche d'entreprise est transmise à l'employeur. Elle est présentée au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut aux délégués du personnel en même temps que le bilan annuel prévu à l'article L. 4643-1.

Art. D. 4624-40

La fiche d'entreprise est tenue à la disposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et du médecin inspecteur du travail. Elle peut être consultée par les agents des services de prévention des organismes professionnels de santé et des conditions de travail mentionnés à l'article L. 4643-1.

Art. D. 4624-41

Le modèle de fiche d'entreprise est fixé par arrêté du ministre chargé du travail.

► Répondant à un objectif de prévention, la fiche d'entreprise a pour finalité essentielle de constituer un instrument permettant à la fois aux médecins du travail et à divers « préventeurs » appelés à intervenir dans l'entreprise, de repérer les risques, leur nature, leur localisation et leur importance et ainsi, de déterminer les actions préventives et faciliter leur mise en œuvre.